



Monsieur le Préfet,  
Monsieur le Président du Conseil Départemental,  
Madame l'Inspectrice d'Académie,  
Mesdames et messieurs les membres du CDEN,

Nous voici réunis pour le dernier CDEN de l'année scolaire. C'est dans un contexte politique et social fortement dégradé par la politique libérale menée par le gouvernement que nous nous réunissons pour ce dernier CDEN de l'année scolaire. La FSU, ce matin à Périgueux comme partout en France aujourd'hui, manifestait avec d'autres organisations syndicales aux côtés des salariés contre la loi « Travail ». Dénoncer et combattre les régressions sociales, telles sont nos responsabilités pour construire la société de demain, plus juste, plus humaine et plus émancipatrice. Les enseignants que nous sommes pouvons témoigner de la précarité et de la misère de nombreuses familles qui nous confient leurs enfants quotidiennement.

Ajustements de carte scolaire, rythmes scolaires, tels sont les points que nous allons aborder aujourd'hui. En avril dernier, le CDEN n'avait permis quasiment aucune avancée de carte scolaire par rapport au CTSD le précédant avec un fort sentiment de frustration. Le CTSD de la semaine passée n'ayant acté aucune décision, le CDEN de ce jour doit permettre de débloquer le maximum de situations afin de restaurer ou d'instaurer une certaine sérénité pour les écoles, les municipalités et les élèves. Nous rappelons ce que nous avons dit la semaine passée en comité technique : la carte scolaire de cette année a été noyée dans la convention ruralité, convention, souvent imposée et subie par les collègues, les élus, les familles et les élèves. Sous un prétexte affiché de « mieux d'école », nous nous retrouvons avec « moins » d'école. Fermetures, concentrations, fusions avec au final un aménagement qui ne prend pas en compte le besoin prégnant de services publics sur l'ensemble du territoire. Nous craignons fortement devoir payer l'addition liée à cette convention dans un futur proche. Et que penser de la multiplication des écoles privées type « Montessori » ou autres qui se développent petit à petit en occupant parfois les locaux d'anciennes écoles publiques ? L'instruction à domicile progressant peut nous interroger également... Tous les moyens de l'éducation nationale doivent être exclusivement alloués à l'Ecole Publique, Laïque et Républicaine !

A la FSU, telle est notre vision de l'école et du service public. Nous ne sommes ni opposants, ni rétrogrades, ni passésistes... Notre projet de transformation sociale est force de proposition, en témoigne notre position majoritaire dans l'ensemble des instances nationales dans le secteur de l'éducation. A l'accompagnement et à la cogestion, nous préférons défense et lutte pour un service public maintenu partout et pour tous ! Au Comité Technique mardi dernier, vous évoquiez, madame l'Inspectrice des priorités... Pour nous, toutes les situations sont prioritaires,. Certes, vous ne décidez pas du contenu de l'enveloppe budgétaire. Ce sont les parlementaires qui votent le budget. Mais une véritable refondation de l'école avec une réelle priorité au primaire mérite mieux que le rattrapage (et encore!!!) des postes supprimés sous la législation précédente.

Aujourd'hui, nous allons défendre et argumenter, ceci pour toutes les écoles qui se trouvent en situation de fragilité pour la prochaine rentrée. C'est un fait implacable, la qualité de l'enseignement au service de la réussite de tous les élèves, passe par un

allègement notoire des effectifs dans les classes.

Pour la énième fois, nous rappelons le caractère rural de notre département, la pauvreté inquiétante et galopante comme en atteste un des plus faible taux de rémunération du territoire. L'école ne peut pas et ne doit pas accentuer encore un peu plus ces disparités.

Par ailleurs, nous nous inquiétons quant à l'avenir des CIO en Dordogne, sur un territoire enclavé. La décision de réduire le nombre des CIO demeure inquiétante, la conséquence de la politique d'optimisation des services réduirait dans la région et particulièrement dans notre département la qualité du service publique offert à nos jeunes, et dégraderait davantage les conditions de travail des copsy.

Concernant les aménagements horaires, conséquences de la réforme des rythmes, nous devons faire l'aveu de notre erreur de jugement lors de la mise en place de cette réforme. En effet, nous n'avons pas combattu avec assez de conviction cette réforme bricolée et génératrice d'injustices criantes dont aucun bilan sérieux n'a été établi par le ministère. Le comité de suivi a disparu, et le système dérogatoire est devenu la règle !

Le rapport récent publié par l'inspection générale met à mal les affirmations ministérielles quant au lien mécanique entre nouveaux rythmes et réussite des élèves. L'IG juge irréaliste le fait de tirer la moindre conclusion définitive. Par contre sont pointées la fatigue accrue des élèves notamment chez les plus jeunes, des fins de semaine compliquées , l'absentéisme en augmentation particulièrement en maternelle. En ajoutant les inégalités territoriales, la dégradation des conditions de travail des personnels, l'écriture d'un nouveau décret du temps scolaire (journée, semaine, année) s'impose plus que jamais.

Mais apprendre et réussir n'est pas qu'une question de rythmes, ce serait trop simple ! La réduction des effectifs, la généralisation des « plus de maîtres que de classes », la création de postes de RASED, un plan de formation ambitieux pour tous les enseignants et la liberté pédagogique sont pour la FSU des priorités absolues nécessaires pour bâtir l'école de la réussite.

***Les représentants de la FSU***